

# **SOMMAIRE**

## **• INTRODUCTION**

### **• Chapitre 1 : présentation générale**

- I. L'historique du commissariat aux comptes en Algérie.
- II. Définition du commissaire aux comptes.
- III. La formation du commissaire aux comptes (lois et décrets).
- IV. Les normes générales du commissaire aux comptes.
- V. Commissariat et expertise comptable.

### **• Chapitre 2 : les missions et les responsabilités du commissaire aux comptes**

- I. Les missions permanentes du commissaire aux comptes.
- II. Les missions particulières ou spéciales du commissaire aux comptes.
- III. Les responsabilités du commissaire aux comptes.

### **• Chapitre 3 : la démarche du commissaire aux comptes**

- I. Une phase d'orientation et de planification.
- II. Une phase d'appréciation du contrôle interne.
- III. Une phase de contrôle des comptes.
- IV. Une phase de travaux de fin de mission et de vérification spécifique.
- V. Une phase de rapport.

### **• Chapitre 4 : la certification du commissaire aux comptes**

- ***CONCLUSION***
- ***LES ANNEXES***

- ***INTRODUCTION***

Le développement des sociétés commerciales et des marchés financiers a entraîné une prolifération des opérations économiques (commerciales, financières ..) réalisées par ces entreprises avec leurs partenaires. Cette tendance a eu un impact sur le système d'information comptable qui devient de plus en plus complexe d'où la création à cet effet d'une nouvelle fonction externe appelée « **Le commissariat aux comptes** ». Réalisée par des experts comptables et financiers, le commissariat aux comptes est une mission réalisée dans le but de garantir la fiabilité et la sincérité du système comptable des entités économiques. Cette garantie est matérialisée par une opinion (signature légale), ce qu'on appelle dans le jargon professionnel la certification. Pour la bonne réalisation de leur mission, les commissaires aux comptes doivent disposer de compétences élevées dans des domaines spécifiques tels que la comptabilité, la finance, la fiscalité, le droit, les assurances... Cette mission noble est constituée de plusieurs sous-missions. En effet, le commissaire aux comptes réalise une mission principale qui est l'audit financier légale ainsi que d'autres missions qui relèvent de son domaine de spécialité. La réalisation d'une mission d'audit légal nécessite une démarche rationnelle qui commence par une planification et se solde par un rapport rédigé par le commissaire aux comptes.

- *Chapitre 1*

*présentation générale*

## **I. L'historique du commissaire aux comptes en Algérie:**

Après l'indépendance et jusqu'à 1975, les textes français avaient été reconduits pour les sociétés de droit, année de promulgation du code de commerce. Le contrôle des comptes des entreprises publiques Algériennes a connu des périodes successives d'organisation. A partir de 1970, l'état institué, le contrôle des sociétés nationales en promulguant des textes à cet effet. C'est ainsi que l'ordonnance n° 69-107 du 31/12/1969 portant loi des finances 1970 prévoyait que le ministre des finances et du plan devait désigner des commissaires aux comptes au niveau des sociétés nationales dans les établissements publics ayant un caractère industriel et commercial et dans les sociétés où l'état ou un organisme public détient une part du capital social. Par ailleurs le décret 70-173 du 16/11/1970 a précisé des obligations et les missions des commissaires aux comptes des entreprises publiques et semi publiques, Ainsi il consacre le commissaire aux comptes comme un contrôle permanent, en confiant la mission à des fonctionnaires de l'état, comme les contrôleurs généraux des finances, les inspecteurs financiers, les fonctionnaires qualifiés du ministère des finances à titre exceptionnel. Les missions et les tâches de ces fonctionnaires de l'état étaient de :

- Contrôler à posteriori les conditions de réalisation des opérations susceptibles d'avoir directement ou indirectement une répercussion économique et financière sur la gestion de l'organisme à leur surveillance.
- Suivre l'exécution des comptes, budgets ou états prévisionnels de l'entreprise conformément à la prescription du plan.
- Examiner les conditions d'applications des dispositions législatives ou réglementaires ayant une incidence économique ou financière.

- Préserver la régularité et la sincérité des inventaires et des comptes de résultats inclus dans les comptabilités générales et analytiques de chaque entreprise.

Avec le mouvement des réformes économiques profondes à partir de l'année 1988, les entreprises publiques économiques sont devenues comme des personnes morales régies par les règles du droit commercial. A partir de l'année 1991 le cadre juridique de la profession a été fixé par la promulgation de la loi 91-08 du 27/04/1991 relative à la profession d'expert comptable, commissaire aux comptes et de comptable agréé, et du décret exécutif n° 92-20 du 13/04/1992 fixant la composition et précisant les attributions et règles de fonctionnement du conseil de l'ordre national des experts comptables, des commissaires aux comptes et des comptables agréés.

## II. Définition du commissaire aux comptes:

### ➤ Définition 1 :

Personne remplissant une mission légale destinée à certifier en particulier que les comptes annuelles sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> A

### ➤ Définition 2 :

Professionnel chargé, dans le cadre d'une mission légale, de certifier que les comptes d'une institution (société, groupe, mutuelle, association, groupement sportif....) soient réguliers, sincères et qu'ils reflètent l'image fidèle des résultats, de la situation financière et du patrimoine.

L'opinion du commissaire aux comptes, exprimé dans un rapport présenté tous les ans à l'assemblée générale, prend la forme d'une certification avec, ou sans réserve, ou d'un refus de certifier les comptes.<sup>2</sup>

### ➤ Définition 3 :

Les commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. \*...+ ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la Gestion de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société et de vérifier la conformité de sa comptabilité aux règles comptables en vigueur. Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, et dont les documents dressés aux actionnaires avec la situation financière et les comptes annuels.<sup>3</sup>

- 
- ❑ 1 A .Burlaud, J- Y Eglem, P. Mykita ; Dictionnaire de Gestion, éd Foucher, Paris 1995. 2 A. Silem, Alai- Ch.
  - ❑ Martinet, Lexique de Gestion, éd Dalloz 2000. GRAZEM ABDELGHAFOUR COMMISSARIAT AUX COMPTES EN ALGERIE 7
  - ❑ 3 L'article 228 de la loi sur les sociétés commerciales (Droit français). 4 Journal officiel de la république Algérienne n°20.

### ➤ Définition 4 :

Selon l'article 27 de la loi 91-08 « Est commissaire aux compte, au sens de la présente loi, toute personne qui, en son nom propre et sous sa responsabilité, fait profession habituelle d'attester de la sincérité et de la régularité des comptes des sociétés et des organismes prévus à l'article 1er ci-dessus en vertu dispositions de la législation en vigueur ».<sup>4</sup>

## **III. La formation du commissaire aux comptes :**

Selon l'article 2 de la loi N° 91-08 du 27 avril 1991 relative à la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé stipule que :« nulle personne physique ou

morale ne peut exercer pour son propre compte sous quelque dénomination que ce soit, la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes ou de comptable agréé dans les domaines définis à l'article 1er, si elle ne répond pas aux conditions et critères prévus par la présente loi».

### ❖ **Conditions professionnelles :**

L'article 06 de la loi 91-08 stipule que : « pour exercer la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé, dans les domaines définis à l'article 1er, il faut remplir les conditions suivantes :

- 1) Etre de nationalité Algérienne.
- 2) Jouir de tous les droits civiques.
- 3) Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour crime ou délit, autre qu'involontaire de nature à entacher l'honorabilité et notamment



aucune de celles visées par la législation en vigueur, relative à l'interdiction du droit de gérer et d'administrer dans les domaines définis à l'article 1<sup>er</sup>.

4) Justifier des conditions de titres et diplômes légalement requis.

5) Etre inscrit sur le tableau de l'ordre national des experts comptables, des commissaires aux comptes et des comptables agréés dans les conditions prévues par la présente loi.

6) Prêter le serment prévu a l'article 4».

La décision n°51 du 24/03/1999 portant approbation des titres et des diplômes ainsi que des conditions d'expérience professionnel ouvrant droit à l'exercice de la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé a précisé dans son article 3 « peuvent être inscrits en qualité de commissaire aux comptes dans les conditions prévues par les dispositions de la loi n° 91-08 du 27/04/1991, les personnes répondent aux critères ci-après :

#### **A. Les titulaires de l'un des diplômes d'enseignement supérieur ci-après ou**

##### **tout autre diplôme étranger reconnu équivalent :**

☐ Licence en sciences financières.

☐ Diplôme de l'école supérieure de commerce (option finances et comptabilité).

☐ 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties de l'examen préliminaire d'expertise comptable.

Il doit en outre :

☐ Soit effectuer deux années de stage professionnel d'expert comptable sanctionné par l'attestation de fin de stage réglementaire.

☐ Soit justifier de dix (10) années d'expérience dans les domaines comptables et financiers et effectuer un stage professionnel de six mois.

#### **B. Les titulaires de l'un des diplômes d'enseignement supérieur cités ci-dessous :**

□ Diplôme de l'école supérieure de commerce (option autre que finances et comptabilité).

---

□ GRAZEM ABDELGHAFOUR **COMMISSARIAT AUX COMPTES EN ALGERIE** 9

- Licence en sciences économies (option sciences financiers, gestion ou économie).
- Licence en gestion.
- Diplôme de l'école nationale supérieure d'administration et de gestion (option audit).
- Diplôme de l'institut nationale des finances (option trésor ou impôts).
- Diplôme de l'institut d'économie douanière et fiscale d'Alger.
- Diplôme de l'institut de financement et de développement du Maghreb de Tunis.
- Diplôme de l'université de la formation continue (U.F.C) en finances et comptabilité.

Ils doivent en outre posséder l'un des diplômes professionnels suivants:

- Brevet de technicien supérieur (BTS) comptable.
- Brevet supérieur d'études comptable (BSEC).
- Brevet professionnel (B.P) comptable complet.
- Bac technique comptable.
- Brevet de maîtrise comptable.

Et justifier:

- Soit de deux (02) années de stage professionnel dans un cabinet d'expert comptable ou de commissaire aux comptes.
- Soit de dix (10) années d'expérience dans les domaines comptables et financiers et de six (06) mois de stage professionnel.

**C.** Les comptables agréés inscrits au tableau de l'ordre à la date d'expiration de la période transitoire prévue par la loi n° 91-08 du 27/04/1991 et ayant subi avec succès les épreuves d'intégration organisées par la commission ad-hoc à raison d'une session par an pendant une période de trois (03) ans.

**D.** Les agents de l'inspection générale des finances ayant au moins le grade d'inspecteur des finances 2ème classe ou d'inspecteur général des finances et justifiant d'une expérience de dix (10) années d'exercice au sein de cette structure.

## **IV. Les normes générales du commissaire aux comptes:**

Les normes suivantes doivent être respectées par le commissaire aux comptes:

### **1. Indépendance:**

Le commissaire aux comptes est tenu avant tout de conserver son indépendance vis-à-vis de la société et ce afin qu'il puisse mener sa mission dans les meilleures conditions possibles de rigueur, ce principe est prévu par l'article 03 de la loi 91-08 du 27/04/1991, «...le commissaire aux comptes est exercice leur profession en toute indépendance et probité».

### **2. La compétence:**

Le commissaire aux comptes doit jouir d'une capacité professionnelle suffisante en droit, audit, comptabilité, finances.., il doit être à jour en matière de loi, ce qui permettra de répondre aux questions et résoudre les problèmes auxquels il est confronté régulièrement et pour émettre son opinion sur la sincérité et la régularité des comptes sur la base du code de commerce et le plan comptable national.

### **3. Non immixtion dans la gestion:**

La mission de contrôle des entreprises commerciales est une mission permanente, elle est exclusive de toute participation à la gestion de l'entreprise, c'est ainsi que la loi n° 91-08 du 27/04/1991 soumet la profession de commissaire aux comptes à cette interdiction en stipulant dans son article 28 que: «...les missions du commissaire aux comptes consistent, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion à vérifier les valeurs et documents de la société ».

### **4. La permanence de la mission:**

Le contrôle du commissaire aux comptes est permanent, ce principe est consacré par l'article 715 bis 4 du code de commerce et l'article 35 de la loi 91-08 du 27/04/1991. Ce qui permet au commissaire aux comptes d'organiser de façon rationnelle ses travaux et en même temps d'intervenir à toute période de l'exercice.

## **5. Pouvoir d'investigation:**

Ce principe est consacré par les dispositions de la loi 91-08 du 27/04/1991 dans ses articles 35, 36, 37, 39, 40, 43 et du code de commerce dans ses articles 715 bis 4, 715 bis 11, 715 bis 12 qui donne aux commissaires aux comptes, le droit d'information, de réquisition, d'assistance aux assemblées générales et de leur convocation, de consultation de documents.

## **V. Commissariat aux comptes et expertise comptable:**

Les deux professions possèdent plusieurs points communs dans la mesure où toutes les deux ont pour vocation d'exprimer une opinion sur les comptes. Cependant, il existe certaines différences statutaires qui résident dans le fait que le commissariat aux comptes est une obligation légale pour certaines sociétés et par conséquent elle est largement réglementée. Alors que l'expertise comptable reste d'ordre contractuel. Le schéma suivant nous montre l'aspect de complémentarité entre les deux fonctions:

Commissariat aux comptes

**Audit  
financière**

**Révision**

- \*Mission d'information (Actionnaires, Dirigeants, comités..)
- \*Mission de certification d'autres éléments que les comptes.
- \*Mission de Surveillance permanente (révélation de délits..etc).
- \*Opinion sur la qualité des comptes (régularité+sincérité).

**Missions d'organisation, d'évaluation d'entreprise,  
d'analyse..etc.**

Expertise comptable contractuelle

## • *Chapitre 2*

# *Les missions et les responsabilités du commissaire aux comptes*



Le commissaire aux comptes a pour une mission principale et légale, de vérifier les comptes de l'exercice tels qu'ils ont été arrêtés par les comptables c'est-à-dire de juger de leur régularité et de leur sincérité et de leur aptitude à fournir une image fidèle sur le patrimoine et la situation financière de l'entreprise. Il s'agit d'une mission de révision qui consiste donc à s'assurer de l'intégrité des documents soumis à l'examen.

## **I. Les missions permanentes du commissaire aux comptes:**

Les missions permanentes du commissaire aux comptes sont définies par l'article 28 de la loi 91-08.

### **A) La certification:**

Le commissaire aux comptes a pour mission de vérifier que les comptes annuels sont réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle des résultats, des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.

### **B) La vérification:**

Le commissaire aux comptes doit vérifier la sincérité et concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion fourni par les dirigeants aux actionnaires, associés ou sociétaires.

### **C) Acceptation des conventions particulières:**

Le commissaire aux comptes est chargé, d'apprécier les conditions de conclusion des conventions entre l'entreprise contrôlée et les entreprises ou organismes qui lui sont affiliés ou avec les entreprises dans lesquelles les administrateurs et dirigeants de la dite entreprise ont un intérêt direct ou indirect.

**D)** Signaler aux dirigeants et à l'assemblée générale ou à l'organe délibérant habilité, toute insuffisance de nature à compromettre la continuité d'exploitation de l'entreprise et dont il a pu avoir connaissance.



Ces missions consistent à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion à vérifier les valeurs et documents de la société. Les termes en rapport avec la mission du commissaire aux comptes ont pour signification ce qui suit :

□ **Certifier:**

C'est donner à autrui sa propre conviction, d'une manière générale ceci concerne directement les résultats consignés dans les documents annuels de la société qui sont le bilan et les comptes de résultat.

□ **La régularité:**

C'est la conformité aux lois et règlements en vigueur.

□ **La sincérité:**

C'est l'existence de la bonne foi quant à l'application de ces lois et règlements en vigueur.

## **II. Les missions particulières ou spéciales du commissaire aux comptes:**

Ces missions très variées et de la nature temporaire peuvent être résumées comme suite:

□ Signaler à l'assemblée générale, conseil d'administration et au procureur de la République, toutes les irrégularités et les inexactitudes des relevés (les articles 680, 715 bis<sup>10</sup> et 715 bis 13 du code de commerce).

□ Certification du bilan servant au versement d'acomptes sur les bénéfices (article 723 du code de commerce).

□ Appréciation des propositions d'une modification des formes et méthodes d'évaluation, des comptes sociaux (article 717 du code de commerce).

□ Il donne son opinion d'une façon spéciale sur la liste du 5 ou 10 premiers employeurs ayant les salaires les plus élevés dans la société durant l'exercice à contrôler.

□ Permettre toute convention intervenant d'une façon directe ou indirecte entre la société et les membres du conseil d'administration ou conseil de surveillance, et toute convention intervenant avec une autre entreprise si l'un des administrateurs de la société ou surveillant est propriétaire,



associer ou administrateur dans cette dernière entreprise (article 628 du code de commerce).

□ Le commissaire aux comptes peut demander des explications au président du conseil d'administration qui est tenu de répondre sur tous faits, à défaut de réponses ou celle-ci n'est pas satisfaisante, le commissaire aux comptes invite le président du directoire à faire délibérer le conseil de l'administration ou le conseil de surveillance sur les faits relevés.

Dans le cas du "non-respect" de ces décisions, le commissaire aux comptes établit un rapport spécial qui est présenté à la plus prochaine assemblée générale (article 715 bis 11 du code de commerce).

### **III. Les responsabilités du commissaire aux comptes :**

Selon l'article 49 de la loi 91-08 du 27/04/1991 «...les commissaires aux comptes ont une responsabilité générale de diligence et une obligation de moyens et non de résultats». Trois actions en responsabilité peuvent être engagée à l'égard d'un commissaire aux comptes: pénale, disciplinaire et civile.

#### **1) la responsabilité pénale:**

Selon l'article 52 de la loi 91-08 du 27/04/1991, la responsabilité des commissaires aux comptes peut être engagée conformément au code de procédure pénal pour tout manquement à une obligation pénale, qui peut être:

□ L'existence d'un cas comptabilité ou d'interdiction légale de la profession du commissaire aux comptes.

□ Violation du secret professionnel.

□ Non révélation des délictueux dont il a eu connaissance au procureur de la république.

□ Donner ou confirmer des fausses informations sur la situation de la société.

□ Donner ou confirmer des indications inexactes dans les rapports présentés à l'assemblée générale appelée à décider la

suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

---

▮ **GRAZEM ABDELGHAFOUR COMMISSARIAT AUX COMPTES EN ALGERIE 16**

## **2) La responsabilité disciplinaire:**

Au terme de l'article 53 de la loi 91-08 du 27/04/1991, la responsabilité disciplinaire des commissaires aux comptes peut être engagée devant l'ordre national pour toute infraction ou manquement aux règles professionnelles en dehors de ce cadre générale de la responsabilité disciplinaire la réglementation en vigueur et muette quand a la nature des fautes disciplinaires a l'exercice de l'action et aux différents catégories de sanction susceptibles d'être prononcées a l'encontre des commissaires indisciplines ni au moins l'expérience en matière de discipline professionnel de l'ex conseil supérieur de la technique comptable ainsi que la des institutions similaires qui existent de par de monde permettent d'avancer les situations ci après pouvant entraîner des sanction disciplinaire infraction aux lois et règles professionnelles , négligences professionnelles graves. Comportement contraire a la probité ou a l'honneur de la profession même ne ce rattachent pas a l'exercice de la profession. Quant aux sanctions elles sont en nombre de quatre à savoir :

- L'avertissement.
- La réprimande.
- La suspension a temps.
- La radiation.

## **3) La responsabilité civile:**

La responsabilité civile est règlement définie comme l'obligation de réparer les conséquences d'une action dommageable d'autrui dans ce contexte le code du commerce Algérien l'article 715 bis 14 «les commissaires aux comptes sont responsables tant à l'égard de la société que des tiers des conséquences dommageables, des fautes et négligences par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne sont pas civilement responsables des infractions commises par les administrateurs ou les membres du directoire, selon le cas, sauf si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas révélées dans leur rapport à l'assemblée générale et ou au procureur de la République». Les types des fautes et négligences généralement sont :

- L'absence et l'insuffisance de certain rapport.
- l'insuffisance des rapports ou l'absence de certaine mention.
- le non respect de l'égalité entres actionnaires.

---

▮ **GRAZEM ABDELGHAFOUR COMMISSARIAT AUX COMPTES EN ALGERIE 17**



- ***Chapitre 3***

***la Démarche du commissaire aux  
comptes***

La mission du commissaire aux comptes a pour objectif de se prononcer sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes de la société. Cependant, il n'a pas une assurance quelconque qui garantie que ce but est atteint quelque soit le système de détection et de contrôle instauré par l'entreprise ou le commissaire pour des raisons de coûts et d'efficacité. C'est pour cette raison que le commissaire aux comptes est amené à adopter une démarche rationnelle systématique qui se décompose de cinq phases:

## **I. une phase d'orientation et de planification:**

Elle est considérée comme le début de la mission où le commissaire aux comptes recense l'ensemble des risques généraux qui devront l'objet de contrôle spécifique dans la mesure où elle intéresse des domaines et systèmes significatifs; c'est également la phase où le commissaire aux comptes fixe le seuil de signification, l'ensemble de ces éléments qui représente la stratégie d'audit est consigné dans un plan de mission dont l'objectif en tenant compte de la situation et des risques propres à l'entreprise.

## **II. Une phase d'appréciation du contrôle interne:**

Le commissaire aux comptes est amené à apprécier le contrôle interne concernant un ou plusieurs systèmes significatifs ou à risque normalement prévu dans le plan de mission.

## **III. Une phase de contrôle des comptes proprement dite:**

C'est la phase de mise en oeuvre des contrôles du plan de mission et l'analyse de contrôle interne, cela nécessite une approche globale et une analyse analytique qui permet d'identifier les flux financiers significatifs, les variations anormales et les tendances.

Les techniques d'audit utilisé sont:

- **Les contrôles sur pièces:** confrontation des flux comptables et ses justificatifs.
- **L'observation physique:** concerne les immobilisations, les stocks et les disponibilités.
- **La confirmation directe:** c'est une procédure qui consiste à demander à un tiers ayant un lien d'affaire avec l'entreprise contrôlée les informations concernant l'existence d'opération, de solde ou de toute autres opérations.
- **Les sondages.**

#### **IV. Une phase de travaux de fin de mission et des vérifications spécifiques:**

Ce sont des travaux des contrôles précédents afin de parvenir à une opinion définitive. D'autre part, le commissaire aux comptes est amené à procéder à des contrôles spécifiques qui porte essentiellement sur les actions de garantie, les conventions réglementées, l'égalité entre les actionnaires, la véracité des informations des rapports et des documents adressés aux gestionnaires ou encore la rémunération des personnes les mieux rémunérés.

#### **V. Une phase de l'établissement du rapport:**

Le commissaire aux comptes est amené à rédiger différents rapports en fin de mission:

- Le rapport général du commissaire aux comptes qui comporte deux parties : l'une relative à l'expression sur les comptes et l'autre relative aux vérifications et informations spécifiques.
- L'opinion sur les comptes est une certification sans réserve (mais éventuellement avec observations), ou une certification avec réserve ou enfin, un refus de certifier.
- Le rapport spécial sur les conventions réglementées.
- Le cas échéant, un rapport sur les documents prévisionnels obligatoires.
- L'attestation portant sur la rémunération des 5 ou 10 personnes les mieux rémunérés.



## *Chapitre 4*

### *La certification du commissaire aux comptes*

A la fin de sa mission, le commissaire aux comptes est amené à rédiger un rapport dont lequel il donne son opinion qui débouche sur une certification qui peut être soit:

✓ **Remarque**

o *Un schéma de la démarche globale de la mission du commissaire aux comptes est intégré dans les annexes.*

➤ Une certification pure et simple: les comptes sont déclarés réguliers, sincères et fidèles.

➤ Une certification avec réserve en raison par exemple de désaccord sur les règles ou les méthodes d'élaboration ou de présentation des comptes.

➤ Un refus de certification en raison d'anomalie grave qui revêt.

---

□ Numéro 307. jeudi 4 décembre 1997.

□ GRAZEM ABDELGHAFOUR **COMMISSARIAT AUX COMPTES EN ALGERIE** 21

---

- **Conclusion**

L'importance du commissariat aux comptes s'est scientifiquement vérifiée.

Selon une étude établie en France, les entreprises dont le commissaire aux comptes refuse de certifier les comptes sont dix fois plus risquées que des entreprises qui ont été purement et simplement certifiées. Dans ce sens, on peut constater que le commissariat aux comptes a évolué d'une obligation légale à un label de qualité qui garantie le bon fonctionnement des organisations.

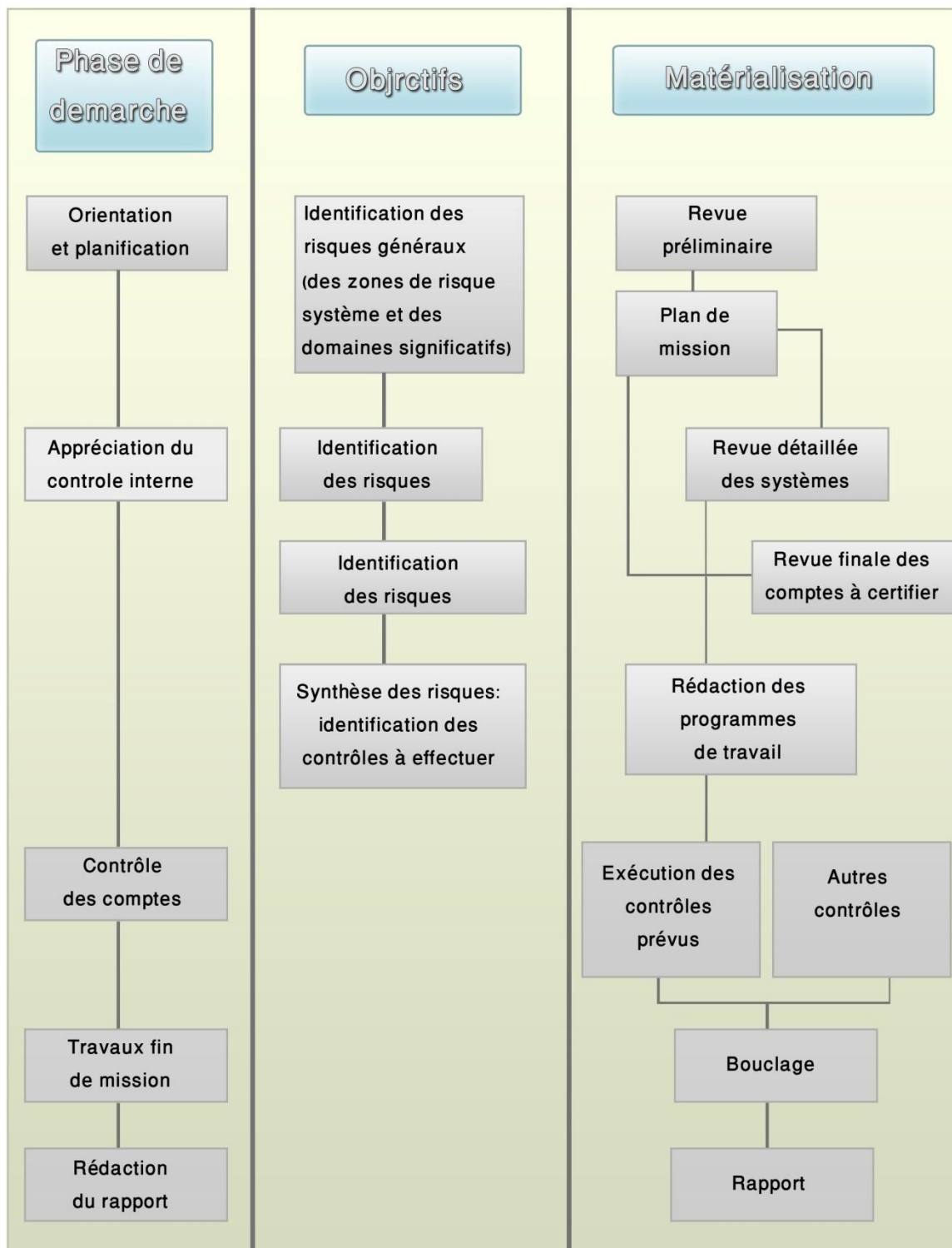
---

□ Numéro 398. vendredi 11 décembre 1998.



- ***LES ANNEXES***

# Démarche générale d'une mission de commissariat aux comptes



Source: J P Delgado, G Meylon, J-L Siegwart.  
compta approfondie et révision, DECF n°6  
Edition ESKA 2000.

## • **BIBLIOGRAPHIÉ.**

### • **Ouvrages :**

- ▢ Le commissaire aux comptes dans la société anonyme.  
Dominique Vidal.
- ▢ Le contrôle des sociétés anonyme.  
Collection 'Que sais-je'.
- ▢ Le commissaire au comptes en algerie GRAZEM  
ABDELGHAFOUR
- ▢ 1 .Burlaud, J- Y Eglem, P. Mykita ; Dictionnaire de Gestion, éd  
Foucher, Paris 1995. 2 A. Silem, Alai- Ch.

### • **Journaux :**

### • **L'économiste :**

- ▢ Numéro 398. vendredi 11 décembre 1998.
- ▢ Numéro 323. jeudi 26 mars 1998.
- ▢ Numéro 307. jeudi 4 décembre 1997.
- ▢ Numéro 256. jeudi 28 novembre 1996.